

AVEC VOUS, DES DEMAIN, LES SOCIALISTES



Henri NEUVILLE
Ingénieur - Economiste



Denise MORHANGE
Professeur agrégée au lycée de Sèvres
Maire-adjoint de Sèvres, chargée des affaires scolaires

Madame, Monsieur,

Dimanche, vous allez devoir faire un choix. Avec la majorité des français, vous ferez ce choix pour que le changement passe aussi dans notre circonscription.

Denise MORHANGE et moi-même sommes les candidats du Parti socialiste. Beaucoup d'entre vous nous connaissent personnellement. Nous nous sommes peut-être rencontrés pendant cette campagne.

Il y a cinq ans, 48,7 % des électeurs ont soutenu au second tour le candidat socialiste. Depuis, la crise s'est aggravée. La droite a confirmé son incapacité à en sortir.

Le parti socialiste a affirmé sa présence, développé son influence. Il représente la seule force de propositions nouvelles. Il est le seul capable de sortir le pays de la crise politique, économique et sociale.

C'est pourquoi, Madame, Monsieur, nous espérons que dès le 12 Mars, vous lui apporterez votre soutien.

Henri NEUVILLE

Après ces longs mois de campagne électorale, il reste dans l'esprit de chacun d'entre nous quelques simples évidences :

La Droite qui, depuis vingt ans dirige ce pays est seule responsable de la situation actuelle : chômage qui nous menace tous, prix qui s'envolent, franc dévalué, charges et loyers de plus en plus lourds. Et puis notre industrie vendue à l'étranger, le gaspillage, les scandales financiers, les inégalités de toutes sortes, l'absence de projet de société.

Face à cette situation, ce ne sont pas les querelles d'experts qui nous intéressent mais les réponses aux questions essentielles que nous nous posons. Comment assurer l'emploi ? Comment développer le pouvoir d'achat ? Comment mieux profiter de la vie ? Et quel avenir pour les Jeunes ?

C'est à ces inquiétudes que nous Socialistes, voulons répondre. Nous avons dans le cadre de l'Union de la Gauche et sur la base du Programme commun formulé des propositions précises, chiffrées pour tous les domaines de l'action gouvernementale.

D'ABORD, VIVRE

1 — Assurer du travail à tous, sortir de la crise

Créer 500 000 emplois dès la première année

- par une relance sélective des investissements
- par une relance de la consommation populaire (S.M.I.C. à 2 400 F, allocations familiales augmentées de 50 % en un an, relèvement du minimum de ressource pour les personnes âgées et handicapées à 1 300 F, indemnité minimale de chômage portée à 50 % du S.M.I.C.)
- par un allègement des charges sociales pesant sur les P.M.E. et les entreprises de main-d'œuvre
- par le développement de la formation professionnelle et de la formation permanente.

Mettre fin à la hausse des prix

en s'attaquant à ses causes (gaspillages, spéculation, fiscalité injuste, mauvaise organisation des circuits de distribution...)

2 — Du temps pour vivre

- retour immédiat aux 40 heures hebdomadaires, puis réduction progressive de la durée du travail
- droit à la retraite à 60 ans (55 ans pour les femmes)
- cinquième semaine de congés payés.

ENSUITE, VIVRE AUTREMENT

1 — Redistribuer et décentraliser les pouvoirs

- au niveau de la région : assemblée élue au suffrage universel, plan régional d'équipement, banque régionale d'investissement
- au niveau de la commune : extension des compétences et augmentation des ressources financières par un versement d'Etat
- dans l'entreprise : extension des pouvoirs des travailleurs (en particulier par élargissement des attributions des comités d'entreprises, des comités d'hygiène et de sécurité, par création de conseils d'ateliers)

2 — Changer le système éducatif

Créer un grand service public décentralisé. Deux objectifs principaux : établir l'égalité des chances, garantir le droit à la qualification pour tous.

3 — Promouvoir une nouvelle croissance

- réduction des injustices et des inégalités (non seulement entre classes sociales, mais aussi entre hommes et femmes, dans le travail, dans la famille, dans la vie sociale)
- développement prioritaire des équipements et services collectifs
- amélioration de la qualité et de la durée des produits
- définition d'une nouvelle politique énergétique, à l'issue d'un débat national
- amélioration des conditions de travail et du cadre de vie, par une nouvelle politique du logement, des transports, de l'urbanisme et de l'environnement.

LES MOYENS DE CETTE POLITIQUE

1 — Les nationalisations et la planification

La nationalisation du secteur bancaire, de neuf grands groupes industriels et les prises de participation dans la sidérurgie, l'automobile et le pétrole constitueront l'instrument décisif de notre indépendance et d'une réorientation de la politique économique et sociale.

La cohérence de cette politique sera assurée par le Plan, qui sera élaboré après consultation des travailleurs et de la population à tous les niveaux, et qui sera mis en œuvre selon la méthode du contrat négocié.

2 — Le financement des mesures économique et sociales

Aux plus-values fiscales dues à la relance économique, s'ajouteront les recettes provenant de la lutte contre la fraude fiscale, de l'impôt sur l'actif net des sociétés et de l'impôt sur les grandes fortunes à partir de 200 millions A.F. et sur les plus-values.

CHANGER LA VIE : PLUS QU'UN ESPOIR, CE PEUT ÊTRE, DEMAIN UNE REALITE

SI DES LE 12 MARS, VOUS SOUTENEZ LE PARTI SOCIALISTE

VOUS VOTEZ Henri NEUVILLE